



---

DÉCLARATION DE  
CHARLEVOIX EN  
**MATIÈRE D'ÉGALITÉ  
ET DE CROISSANCE  
ÉCONOMIQUE**

---

# DÉCLARATION DE CHARLEVOIX EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ET DE CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Nous, dirigeantes et dirigeants du G7, nous engageons à œuvrer ensemble à maximiser la prospérité économique de nos citoyens. Ces dernières années, l'économie mondiale s'est renforcée dans le sillage de changements technologiques rapides, d'une intégration plus accentuée de l'économie mondiale et d'un accroissement de l'emploi. Parallèlement, un trop grand nombre de citoyennes et citoyens n'ont pas profité de la croissance économique.

L'un des défis auxquels sont confrontées les économies du G7 consiste à s'assurer que chaque citoyenne et citoyen a des chances véritables et équitables de contribuer à la croissance de l'économie et d'en profiter. Les inégalités peuvent saper la confiance, la cohésion sociale et la croissance, surtout lorsque des groupes désavantagés ne peuvent se réaliser et contribuer à la hauteur de leurs capacités.

La croissance économique est certes essentielle à une augmentation des niveaux de vie. Nous reconnaissons toutefois qu'il faut élargir notre angle de vision des progrès sociaux et économiques, en saisissant une image plus globale des défis auxquels les citoyennes et citoyens font face dans leur quotidien, car les approches traditionnelles comme la mesure du produit intérieur brut ne suffisent plus. Il est important de prendre en compte les grands enjeux de nos économies : Est-ce que les travailleuses et les travailleurs sont bien outillés pour s'ajuster aux changements du marché du travail? Est-ce que chaque personne qui désire obtenir un emploi peut y parvenir? Est-ce que des emplois décents, bien rémunérés et fondés sur des chances égales pour les femmes et les hommes et les groupes désavantagés et ceux qui font face à la discrimination sont disponibles?

Pour réduire la pauvreté, favoriser la croissance et créer des emplois de qualité et décents pour tout le monde, il faut supprimer les obstacles à une participation pleine et entière à l'économie mondiale, et s'attaquer aux causes profondes des inégalités entre les sexes. La créativité et la productivité des personnes qui ont été marginalisées économiquement, surtout les femmes, sont des composantes importantes d'économies durables et résilientes.

L'instauration et le renforcement des conditions propices à une croissance économique qui profite à tout le monde passe obligatoirement par une coopération avec des acteurs clés du secteur privé, des partenaires sociaux et d'autres intervenants clés, par une mise en commun des connaissances et de pratiques exemplaires en matière d'approches novatrices, par une ouverture à l'égard de nouvelles méthodes d'acquisition de compétences et de nouveaux types d'emplois, par la compréhension des diverses répercussions de nos politiques sur les femmes et les hommes, et par un regard bien ciblé sur les gens et leurs réalités aussi uniques que diversifiées.

L'émergence des nouvelles technologies peut nous rapprocher, rehausser notre qualité de vie et améliorer le monde dans lequel nous vivons. Elles soulèvent cependant des réserves pour ce qui

est de la promotion d'une croissance économique qui profite à tout le monde. Nous devons faire notre part pour veiller à ce que les groupes souvent sous-représentés dans les secteurs en forte croissance, notamment ceux des sciences et des technologies, soient inclus à part entière, pour que les travailleuses et les travailleurs acquièrent les compétences et la formation qui leur permettront d'occuper les emplois d'aujourd'hui et de l'avenir, et pour que nos économies soient ainsi plus fortes et plus compétitives.

## **POUR SUPPRIMER LES INÉGALITÉS SOCIALES, DYNAMISER LA CONFIANCE PUBLIQUE ET L'INTÉGRATION DE L'ÉCONOMIE ET NOUS PRÉPARER PLUS EFFICACEMENT AUX CHANGEMENTS TECHNOLOGIQUES, NOUS PRENONS L'ENGAGEMENT :**

- ▶ d'explorer des mesures de prospérité économique qui reflètent le vaste éventail dimensionnel du bien-être, ce qui inclut :
  - le perfectionnement des compétences et la formation, en fonction du ratio emplois/population par type de compétence;
  - l'appui au bien-être des enfants et des familles, en fonction du taux de pauvreté des enfants;
  - les possibilités d'avancement social pour l'ensemble des citoyennes et citoyens, en fonction de l'état des revenus et des opportunités d'éducation des familles dans une optique intergénérationnelle, par exemple, l'accès à l'apprentissage précoce;
  - une pleine participation économique, en fonction du ratio emplois/population, de l'écart de participation entre les femmes et les hommes, de l'incidence du travail à temps partiel involontaire et des écarts de salaire entre les hommes et les femmes;
  - un plus vaste partage des avantages provenant de la croissance en fonction du niveau et de la croissance du revenu réel médian par ménage et individu, désagrégé comme il se doit selon le sexe et l'âge;
- ▶ de promouvoir des investissements en infrastructure intelligents, durables, de qualité orientés vers la croissance et la productivité, et de créer des emplois de qualité;
- ▶ d'adapter les politiques et les programmes du marché du travail et tabler sur la mise en commun de pratiques exemplaires pour faire en sorte que les travailleuses et les travailleurs soient bien préparés aux changements technologiques et aux besoins du marché de l'emploi, et qu'ils aient accès aux opportunités de formation tout au long de leur vie active. Cette démarche inclut l'apprentissage continu afin d'investir davantage dans la formation professionnelle et d'élargir les options d'apprentissage et de formation professionnelle;
- ▶ de créer un environnement économique orienté vers le secteur privé, l'innovation et la compétitivité comme sources de croissance à long terme;
- ▶ de favoriser la collaboration avec les entreprises, les organisations de la société civile et les partenaires en éducation afin que les secteurs de l'enseignement et du

perfectionnement de la main-d'œuvre ainsi que les politiques intérieures soient en phase avec les changements technologiques et les besoins du marché du travail;

- ▶ d'investir dans la littératie numérique et les compétences de base et sociales, ainsi que dans des systèmes de protection sociale à l'appui des personnes qui occupent des types non standards d'emplois;
- ▶ de créer ou maintenir des systèmes fiscaux efficaces et efficients qui réduisent les inégalités et qui appuient la participation au marché du travail;
- ▶ de concilier les approches et d'appuyer les efforts mondiaux visant à assurer, pour le bien commun, l'équité des systèmes fiscaux et à faciliter la perception fiscale, en contrant l'érosion de base et le déplacement des bénéfices ainsi que toute autre forme d'évitement fiscal, et en continuant de renforcer une capacité fiscale favorable à un développement durable. Nous appuierons aussi la mise en place globale de normes internationales respectueuses de la reddition de comptes et de la propriété effective afin de combattre non seulement l'évasion fiscale, mais aussi la corruption, le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme;
- ▶ de fournir un meilleur appui aux familles en favorisant la mise en place de services de garde d'enfants de grande qualité, accessibles et abordables, et d'améliorer l'accessibilité aux prestations pour enfants et aux congés parentaux;
- ▶ d'encourager les entreprises privées, les sociétés d'État et les employeurs du secteur public à adopter des mesures visant à faciliter la conciliation, tant pour les femmes que pour les hommes, entre le travail et les responsabilités qui incombent aux proches aidants, et à multiplier les efforts visant à réduire les inégalités entre les hommes et les femmes;
- ▶ d'appuyer l'égalité des sexes pour ce qui est des possibilités d'emplois et de la répartition équitable du travail non rémunéré d'aidant naturel, et assortir cette démarche de mesures telles que des congés de maternité et parentaux rémunérés, et d'initiatives permettant aux femmes d'avoir un accès égal aux opportunités, aussi bien pour des emplois décents qu'au chapitre du leadership, des ressources et de la finance.